

QUELS TARIFS POUR LES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ?

→ **Etude : la tarification des services publics de l'environnement et de l'énergie** (eau, assainissement, déchets, chauffage urbain, électricité et gaz naturel)

Christophe BERNARD, secrétaire général de l'Assemblée des
Communautés de France (AdCF)

Chloé JAILLARD, directrice de mission CALIA Conseil

Le contexte

Pourquoi
agir sur la
tarification ?

Comment
agir sur la
tarification ?

Le contexte

Pourquoi
agir sur la
tarification ?

Comment
agir sur la
tarification ?

Services publics de l'environnement et de l'énergie

- ➔ Des services publics industriels ou commerciaux (SPIC)
 - A distinguer des services publics administratifs (SPA)
 - Nota - exemple : service public des déchets : SPA quand financement par la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) / SPIC quand financement par la REOM (redevance d'enlèvement des ordures ménagères)



A l'échelle locale

- Eau potable
- Assainissement
- Déchets
- Réseaux de chaleur



A l'échelle nationale

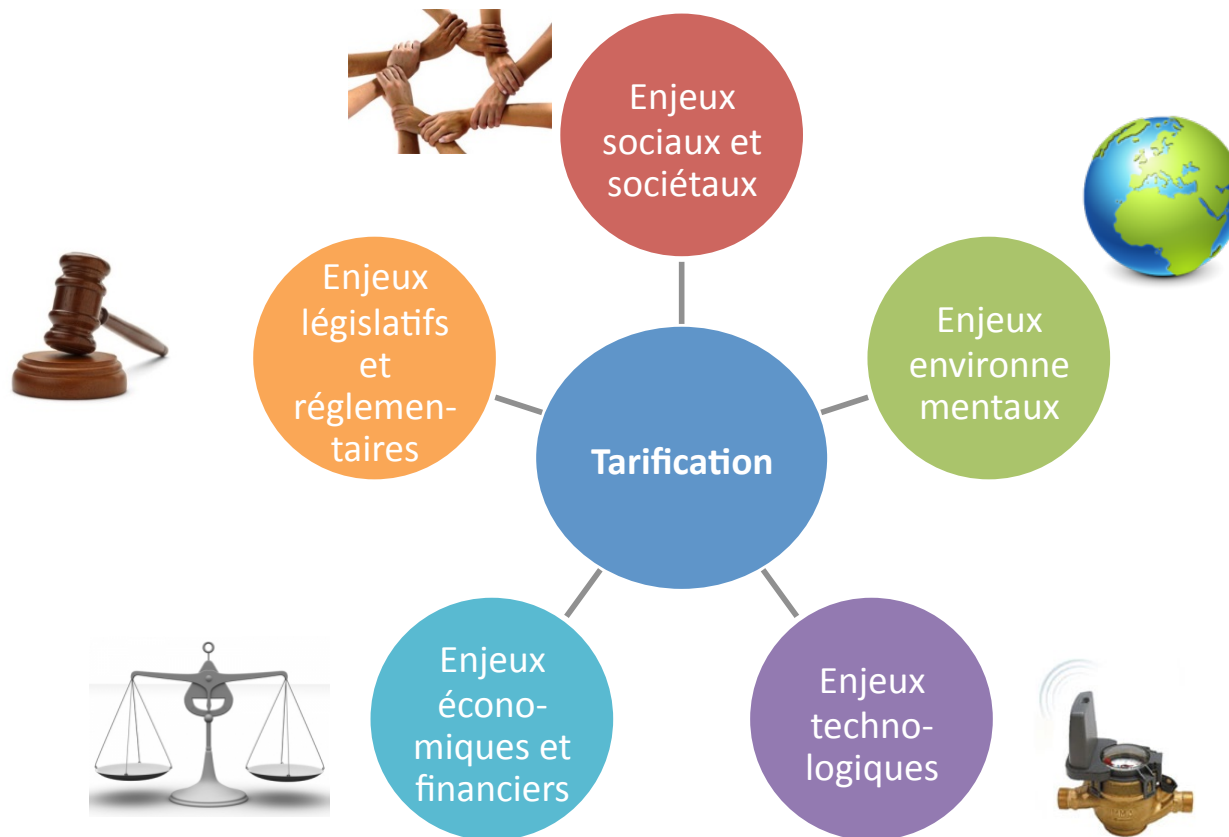
- Electricité
- Gaz

Le contexte

Pourquoi
agir sur la
tarification ?

Comment
agir sur la
tarification ?

La tarification, pierre angulaire d'une politique publique



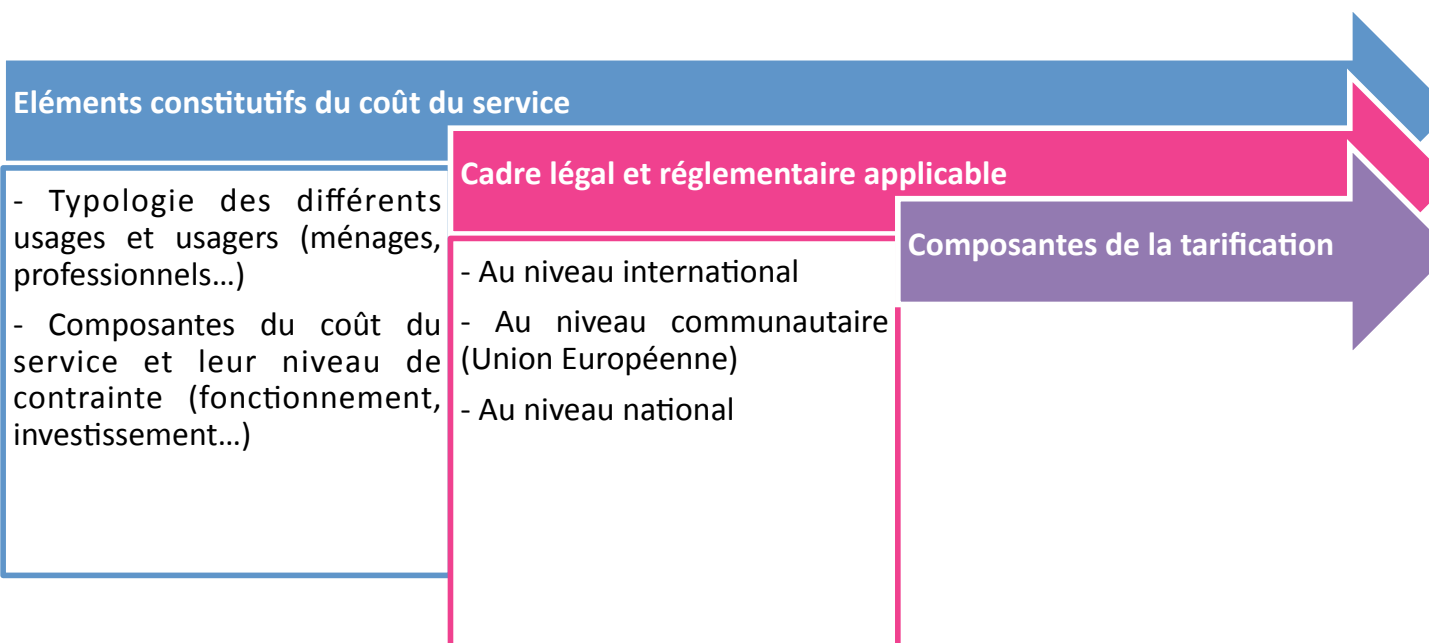
Le contexte

Pourquoi
agir sur la
tarification ?

Comment
agir sur la
tarification ?

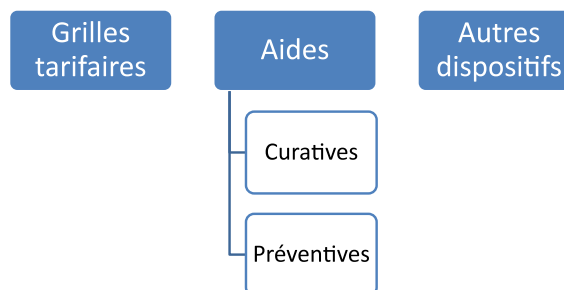
Cadre économique et réglementaire

- ➔ Mettre en place une grille tarifaire :
 - des coûts du service...
 - en respectant les textes législatifs, réglementaires ainsi que la jurisprudence



Des marges de manœuvre (1/2)

- ➔ Comment prendre en compte l'enjeu de préservation de l'environnement ?
 - Mise en application du principe « pollueur payeur »
 - Inciter à des consommations raisonnées en eau
 - Exemple : mise en place de tarification progressive
 - Des effets pervers potentiels, notamment au regard du maintien de l'équilibre économique du service
- ➔ Comment prendre en compte l'enjeu de solidarité ?
 - Tarif social ou aide sociale ou autres dispositifs ?



Usager ≠ Abonné ≠
Ménage (habitants)

- Recherche de transversalité dans les tarifications des différentes politiques publiques
 - Notions de « reste pour vivre », quotient familial, etc.

Focus : tarification sociale de l'eau (1/2)

- ➔ De multiples évolutions du cadre législatif et réglementaire applicable, notamment dans les dernières années :
 - *Loi cadre du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA)*
 - *Loi du 7 février 2011 relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement*
 - *Loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann »*
 - *Loi du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes*
 - *Droit commun : distinction « ménages habitant d'immeubles à usage principal d'habitation » / autres usagers*
 - *Expérimentation loi « Brottes » pour les « abonnés en situation particulière de vulnérabilité »*
 - *Loi du 17 mars 2014 relative à la consommation*
 - *Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement*
- ➔ *Prise en compte progressive de l'enjeu de solidarité dans le cadre des services publics de l'eau potable et l'assainissement*

Focus : tarification sociale de l'eau (2/2)

- Une diversité de dispositifs envisageables et mis en œuvre (notamment dans le cadre de l'expérimentation engagée par une cinquantaine de Collectivités) :
 - tarification différenciée selon les catégories d'utilisateurs
 - tarification progressive
 - tarification en fonction de critères sociaux
 - « chèque eau »
 - etc.

- La « tarification sociale », un concept unique pour des mises en application hétérogènes

- La mise en place d'une tarification sociale puis le suivi de sa mise en œuvre nécessite :
 - une étude fine des caractéristiques de la population du territoire
 - une analyse et une maîtrise de la base de données des abonnés du service
 - une évaluation régulière au regard des objectifs poursuivis : comparaison des bénéfices pour les utilisateurs et des coûts de déploiement, fonctionnement...

➔ Comment maintenir l'équilibre économique ?

